

# informations

midi-pyrénées

la  
cgt

comité régional

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région  
La Poste

A la une  
Meeting de rentrée

Actualité régionale  
IRT : bilan 2003-2007

Dossier

## La rentrée de la CGT

Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées

N°179 octobre 2008



## Dossier

### Vivre et travailler en Midi-Pyrénées



Editorial .....	2
A la une .....	3
• Groupe de travail Régional	
Vos luttes dans la région .....	4
• Finances	
• EDA (81)	
• RN20	
• Mécanic vallée	
Professions .....	5
• Privatisation de la Poste	
• Santé Action Sociale	
Activité Régionale .....	6
• Forum Santé Travail de Montauban	
• "La CGT : Une force à vos côtés !"	
• Emploi-Formation	
• A vos agendas	
Dossier .....	7
• La syndicalisation un enjeu pour gagner !	
• Un engagement collectif sans précédent !	
• Commerces et services un espace pour la syndicalisation	
• Un plan de travail syndicalisation	
Activité CGT/CESR .....	11
• Rencontre avec...	
• Actualité de l'activité CGT	
Actualité CESR .....	12
• Les interventions de la CGT	
Vie Syndicale .....	13
• CSIR PYREMED	
• Pour Juliette RABIA, son licenciement relève de la discrimination syndicale.	
Actualité Régionale .....	14
• Journée d'étude "composites"	
Brèves .....	15
• FSGT	
• JEAN JAURES	

Les journées de mobilisations se situaient dans un contexte de crise financière, malgré l'inquiétude qui pèse sur les salariés, ce n'est pas pour autant qu'ils se sont résignés, la preuve en est avec les manifestations du 23 septembre qui ont été une réussite contre la privatisation de la poste, le 7 octobre à l'appel du CSI, dans notre région où ont vu une CGT combative et offensive. Le 16 octobre a été aussi un succès à l'appel des confédérations des retraités. Auparavant le 2 octobre nous avons eu le meeting régional à Toulouse, il s'est inscrit dans le processus des luttes et de la campagne prud'homale. Ce meeting a été une réussite avec plus de 500 participants, il a été bien apprécié dans son ensemble et particulièrement les témoignages des luttes gagnantes ont donné le ton pour la soirée. Dans cette période, les initiatives vont aider au vote CGT, c'est pourquoi le Comité Régional a décidé d'éditer le lundi 20 octobre dans la dépêche du midi en région un encart appelant les salariés et les privés d'emploi à voter CGT aux élections prud'homales et à se syndiquer pour amplifier le rapport de force. Pour être plus fort dans les territoires et faire converger les actions revendicatives, nous avons décidé de lancer une grande campagne sur l'emploi, le slogan est " vivre et travailler partout en Midi Pyrénées ". A partir des bassins d'emplois et au plus près des salariés, nous allons élaborer des projets revendicatifs en territoire alliant service public et emploi industriel. Cette démarche la coordination régionale CGT santé l'a adoptée, en organisant des débats publics dans les bassins d'emplois En ce dernier trimestre ô combien important, gagnons un par un, le vote CGT pour que les salariés aient le 3 décembre au soir une force à leurs cotés, je suis intimement convaincu que la CGT fera un bon score aux élections chez les territoriaux, les enseignants, à la CNRACL et aux élections prud'homales, à nous de jouer!



**Roger-Pierre LEMOUZY**  
Secrétaire Régional



Comité Régional CGT  
Midi-Pyrénées  
7, place du Fer à Cheval  
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 179 • Octobre 2008  
N° d'inscription à la CP 0206S05720  
ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :  
Roger-Pierre Lemouzy  
Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 82 23  
e-mail : cgt.crpm@wanadoo.fr

Imprimé par Les Capitouls



# Meeting de rentrée

La CGT : Une force à vos côtés

**Plus de 500 participants à ce meeting de rentrée, jeudi 2 octobre à Diadora Labège. Témoignages de luttes, renforcement de la CGT, élections prud'homales, campagne revendicative régionale pour l'emploi...**

**Intervention de Roger-Pierre LEMOUZY, Secrétaire du Comité Régional (Extraits)**

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la crise financière, je tiens à le dire haut et fort, cette crise c'est la crise du système capitaliste. On croit rêver, certains découvrent les méfaits de ce système.

Sans rentrer dans le détail Agnès l'évoquera, le capitalisme est au service du grand capital, des multinationales et des spéculateurs, et non pour répondre aux besoins sociaux des populations.

Face à cela, nous n'avons qu'une alternative dans cette période :

A voir une CGT dynamique, rassembleuse et conquérante.

(...) Notre région n'échappe pas à la règle de la politique ultra libérale du gouvernement avec la casse de nos industries, des services publics qui fragilisent notre économie régionale.

Pour faire face à cela et en s'appuyant sur les luttes, le comité régional a décidé d'une grande campagne revendicative régionale autour de l'emploi, qui s'intitulera Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées Chères et chers camarades

Oui nous voulons travailler et vivre dans notre région !

Ce meeting est placé sous le signe du renforcement de la CGT, il est indispensable pour imposer d'autres choix en matière éco-

nomique et social, il faut être plus nombreux, comme le disait Bernard Thibault il faut être fort partout.

(...) Je suis intimement convaincu que nous allons progresser, pour cela il faut que l'on déploie tous nos adhérents de la CGT, pour qu'il gagne un à un le vote CGT.

Ensembles gagnons le vote CGT pour que le 3 décembre au soir, les médias annoncent que la CGT a progressé au niveau national et régional.

**Intervention d'Agnès NATON, secrétaire Confédérale (Extraits)**

Nous voulons exprimer partout le même message, celui de l'urgence de la riposte et de la contre-offensive, celui du besoin d'actions solidaires et unitaires, celui de la continuité de l'activité revendicative, celui de notre volonté déterminée de déboucher sur de véritables négociations et des résultats.

L'heure est à la mobilisation sur tous les fronts : les salaires et l'emploi, la retraite, le droit du travail, les libertés, les conditions de travail, les services publics, la politique industrielle. Oui la CGT se place résolument à l'offensive !

(...) La lutte, la mobilisation collective paient !

Depuis le début de l'année et singulièrement en cette rentrée, nous avons plusieurs exemples de luttes victorieuses dans les entreprises.

(...) Oui, la mobilisation cela paye ! Permettez-moi de saluer de manière particulière la lutte exemplaire des camarades sans papiers sur tout le territoire. Il ne faut pas le nier, c'est un combat difficile. Vous avez tous entendu il y a quelques instants

leurs témoignages. Leur situation est parmi les plus difficiles, souvent inhumaine. Ils sont victimes de toutes les pressions, de toutes les intimidations. On leur dénie tout droit et pourtant ils ont trouvé la force de s'unir, de se syndiquer, de se mettre en grève, de tenir et ils gagnent ! Ils font valoir leurs droits de travailleurs. La CGT est naturellement l'organisation pour ce combat là. C'est avec satisfaction, chers camarades, que nous pouvons annoncer aujourd'hui que nous venons de franchir la barre des 1 000 régularisations de travailleurs sans papier.

(...) Oui, la mobilisation paye. Et pour gagner, il faut lutter. Je dirais même "pour gagner plus il faut lutter plus !"

Parce que la mobilisation paye, nous voulons multiplier en cette rentrée les initiatives dans les entreprises et les branches professionnelles.



# Non à la privatisation de la Poste !



*Elle n'est ni négociable,  
ni amendable, elle se combat!*

Même si François Fillon dans les "Echos" dit ne pas passer par la privatisation au sujet de la Poste, la commission mise en place par l'Elysée doit réfléchir à comment obtenir des ressources supplémentaires pour se développer et affronter la concurrence.

Nous sommes bien dans la même logique de libéralisation totale des activités.

Le 23 septembre dans notre région, comme dans le reste du pays, les postiers, les élus,

les usagers ont clairement exprimé leur désaccord avec cette logique mais surtout ils ont dit vouloir agir pour un autre service public postal.

Son réseau d'acheminement du courrier et des colis, celui des bureaux, dont l'accueil est à améliorer, doivent demeurer complémentaires.

Ils doivent être modernisés et développés pour répondre aux besoins actuels et futurs, dans les zones rurales, urbaines et suburbaines participant ainsi à l'aménagement du territoire.

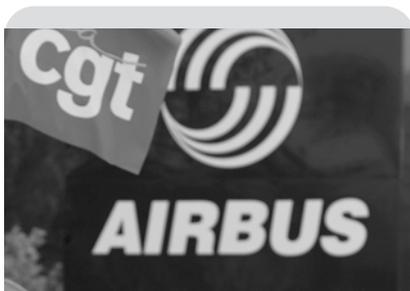
Dans un contexte d'évolutions technologiques et sociétales importantes, le service public postal doit garantir à tous nos concitoyens un accès équitable à des services de qualité.

La Poste doit rester un service public de proximité et de qualité pour tous les citoyens!

## Cheminots

Le 11 août, le secrétaire général du syndicat CGT des cheminots de Toulouse était convoqué à titre personnel à la maison de Justice et de Droit, à la demande du procureur de la République, pour entrave à la circulation sur une voie publique. Le 16 novembre 2007, dans le cadre de l'action nationale de grève pour la défense de leur régime spécial de retraites, les cheminots ont organisé collectivement une action de sensibilisation de l'opinion publique sur leur lutte, au péage de Toulouse nord.

Aujourd'hui face à la mobilisation, la justice recule... Mais la vigilance s'impose!



## Airbus

Les journées de mobilisation se multiplient à Airbus à l'appel du seul syndicat CGT, pour s'opposer au démantèlement du bureau d'étude et au transfert de ses salariés, vers Aérolic et à la cession future de cette nouvelle filiale d'EADS.

## ???

Au centre hospitalier spécialisé du Gers, à la fin du mois de juin, l'encadrement annonce au personnel qu'il doit accepter de travailler avec moins de personnel. En psychiatrie, c'est mettre les patients et le personnel en danger.

Les personnels du CH du Gers s'opposent à ce choix inacceptable et décident de réclamer l'embauche de 10 collègues supplémentaires.

Après 59 jours de lutte, les embauches sont gagnées.

La lutte de cet été nous montre que la mobilisation est possible au plan local et qu'elle laisse entrevoir des possibilités en terme de lutte au plan national.

# Agro alimentaire

**Négociation des salaires des exploitations Forestières Midi-Pyrénées. Des salaires au Rabais !**

Alors qu'une forte attente s'exprimait dans la région Midi Pyrénées pour l'augmentation des salaires lors de la négociation du 3 juillet 2008, la Cgt considère inacceptable les propositions patronales validées par les autres organisations syndicales présentes.

La CGT ne peut se satisfaire d'une augmentation de 3% d'autant que depuis le 1<sup>er</sup> mai 2008 suite à la première revalorisation du SMIC, les quatre premiers coefficients de la grille ne dépassaient pas le SMIC.

Les salaires restent au cœur des préoccupations des salariés forestiers. Les profits des entreprises sont au beau fixe, les aides se multiplient (exonérations de cotisations). A l'opposé, les salaires sont en baisse. La politique de blocage des salaires reste la ligne de conduite depuis quelques années des syndicats patronaux agricoles.

Les salariés, les retraités subissent seuls les conséquences de l'augmentation des prix. Aujourd'hui la part des dépenses incontournables (Loyer, assurances, téléphone, électricité, gaz.....) représente 70% du revenu des salariés. La part de l'alimentation dans le budget des ménages atteint 25%. Selon les employés de l'INC (Institut National de la Consommation) l'inflation en 2007 se situe à 26% en général et 34% pour l'alimentation.

Depuis quelques années, les employeurs forestiers nous font part de leurs difficultés dans la filière et essaient de justifier la faible augmentation des salaires. Ils souffrent également d'une pénurie de main d'œuvre et se demandent pourquoi. De plus, il faut savoir que les premiers coefficients de la grille concernent 80% des salariés forestiers.

La CGT ne peut continuer à accepter de tels arguments qui n'ont que pour effet de précariser le salarié alors que les profits des entreprises du CAC 40 ont atteint 100 milliards d'euros en 2007 et que la France fait partie des pays où les salaires ont le moins augmenté.

Aujourd'hui, les salariés forestiers ne peuvent tolérer de se voir jours après jours un peu plus pauvres au profit de quelques uns et de voir leur métier dévalorisé.

# Filière Bois-Papier

La liquidation de la papèterie Lédar de Saint-Girons, après celle de la papèterie Job de Toulouse, mais aussi les entreprises du textile ou de la chimie qui ont disparu ou qui sont en difficultés, pose bien le problème de quelle politique industrielle régionale, d'état et d'Europe, nous avons besoin ? En l'espèce, c'est bien celle de la filière bois-papier qui est posée en région Midi-Pyrénées, mais aussi de quel développement dans l'utilisation de nos richesses naturelles par cette Industrie qui peut être celle du développement durable (gestion durable de la forêt, des vieux papiers pour la matière première ; de la biomasse pour l'énergie ; de l'eau et de la gestion d'émission de gaz pour l'environnement...)

La FILPAC-CGT et les structures régionales CGT n'ont pas cessé d'alerter les pouvoirs publics, tant au niveau du ministère de l'industrie que des pouvoirs publics régionaux et locaux. De réunion en réunions malgré des propositions et des perspectives avancées par la CGT, rien ne vient modifier la "gestion courante" des multinationales papetières (orientations stratégiques, investissements, recherches et développement...), propriétaires de nos unités de production en région.

Pire, dans le dossier Lédar, l'Etat à travers le Préfet, propriétaire du "droit d'eau" a autorisé à ce que les actionnaires du groupe Matussière et Forest, le fond d'investissement international Mattlin-Paterson, puisse vendre le joyau de l'entreprise qu'est la centrale hydroélectrique, en empêchant ou en n'exigeant pas le réinvestissement du produit de la vente immédiatement dans la réalisation d'investissements, ce qui permet aujourd'hui une opération financière de

18 millions d'euros au profit de cette multinationale.

**La CGT réaffirme son exigence d'être réellement entendue sur le maintien et le développement de la filière en région, notamment sur le site de Lédar, permettant de combler la perte d'une activité majeure à Saint-Girons et de dresser localement des perspectives d'emplois durables aux salariés qui en sont privés. Dans le même état d'esprit elle veillera à ce que se négocient des conditions sociales à la hauteur financière nécessaire pour que chaque salarié ait rapidement une solution sociale.**

Le 30 septembre au Conseil Régional, une délégation composée des syndicats des papeteries, de l'UD 09, du Comité Régional et de la FILPAC CGT a réaffirmé sa volonté de travailler à la sauvegarde et au développement de la filière. Lors de cette rencontre trois pistes de travail ont été actées :

- La ré-industrialisation du site de Lédar.
- L'aide aux CE apportée par le Conseil Régional, pour travailler les possibilités d'investissements et de diversification des produits.
- La mise en synergie des besoins des autres filières régionales en bois-papier.



## AGEFIPH

Un handicap de plus pour l'emploi des personnes handicapées :

Le jour même où le président de la République recevait les athlètes médaillés des jeux paralympiques, l'Etat annonçait sa volonté de prélever 50 M. d'€ du budget de l'AGEFIPH (Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées)

Ce prélèvement, qui représente près de 10 % du budget de l'AGEFIPH, viendrait minorer les dépenses de rémunération des stagiaires handicapés en formation professionnelle à la charge de l'Etat, et ne se traduira pas par une augmentation des formations puisque l'Etat se désengagera pour un montant équivalent.

Près de 28 000 stagiaires seraient ainsi pénalisés, alors que la qualification des personnes en situation de handicap est une des clés pour leur retour vers l'emploi.

Réuni le 18 septembre 2008, le Conseil d'administration de l'AGEFIPH où la CGT détient un siège, s'est prononcé unanimement contre ce projet de ponction envisagée par le gouvernement pour équilibrer les recettes de la loi de Finances 2009, et demande à l'Etat d'y renoncer. Le budget de l'AGEFIPH se doit d'aller vers les actions vis-à-vis des personnes en situation de handicap et non à combler les trous dans le budget de l'Etat.

Pour la CGT et le Comité Régional engagé pour la promotion de l'emploi des personnes en situation d'handicap, "Il est inacceptable que lorsque les conditions économiques deviennent plus dures, on fragilise encore davantage les plus faibles".



## Travail décent



Journée historique en Andorre. Le 7 octobre dans le cadre la journée mondiale pour un travail décent, l'USDA (L'Union Syndicale D'Andorre) et l'ensemble des 9 organisations du CSIR PYREMED ont organisé une journée d'action à Andorre la Vieille.

Cette initiative s'inscrivait dans le prolongement des luttes menées avec les salariés andorrans pour que le droit du travail et le fait syndical soit enfin reconnu en principauté.

L'ampleur des attaques portées par le gouvernement andorran à l'encontre des salariés, suite à l'entrevue à l'Elysée en septembre entre l'USDA, la CGT et les représentants de Sarkozy (Coprince d'Andorre) pour exiger de véritables droits sociaux, n'a entamé en rien la détermination des salariés.

Pour preuve, ils étaient 1 000 fonctionnaires en lutte, le 1<sup>er</sup> octobre pour exiger des droits nouveaux. C'est dans cette dynamique que lors de cette journée mondiale d'action, c'est tenu le Comité Directeur du CSIR PYREMED, suivi d'une conférence de presse et d'une conférence-débat sur le droit du travail en Andorre.

D'ors et déjà des suites à la mobilisation sont prévues, notamment par la CES qui a actée lors de son dernier Comité Exécutif, la participation de son Secrétaire Général lors d'une prochaine initiative en Andorre, le mot d'ordre y sera le respect des droits fondamentaux des salariés, le Comité Régional CGT Midi-Pyrénées sera partie prenante dans l'organisation de cette manifestation.

### A vos agendas...

**STAGE IRT**  
Santé-Travail (2<sup>e</sup> module)  
les 13 et 14 octobre 2008.



**Rapport d'ouverture de Roger-Pierre Lemouzy, Secrétaire Régional lors du Comité régional du 26 septembre 2008 (Extraits)**

(...) Nous sommes dans une période et ce jusqu'aux élections prud'homales où toutes les initiatives visibles de la CGT, vont permettre de gagner le vote CGT. C'est dans cet esprit que le Comité Régional a imprimé en couleur le 4 pages de rentrée de la CGT à 30000 exemplaires, afin que nos organisations le diffusent massivement, allant ainsi aux contacts des salariés; qui attendent beaucoup de la CGT dans cette période.

Nous sommes dans une période intense, les UD ainsi que les professions de notre région ont réuni leur collectif militant, tenu des AG de rentrée. Il ressort de ces assemblées et de ces rencontres que notre corps militant, et pour cause, est tourné vers les élections. C'est un aspect positif elles donnent la dynamique, la plupart de nos organisations ont établi des plans de travail par bassin d'emplois pour gagner en efficacité le vote CGT.

Cette démarche syndicale, je pense est tout à fait pertinente et efficace, j'y reviendrai plus tard dans mon rapport. Les actions annoncées vont fortifier l'expression du mécontentement des salariés, 70 % ne font plus confiance à la politique du gouvernement sur la question des salaires et la perte du pouvoir d'achat.

Le capitalisme est mondialisé, il répond aux besoins financiers des multinationales, C'est ainsi que le 7 octobre à l'appel de la CSI "pour un travail décent, un salaire

décent" sera un moment important de la lutte, les salariés au niveau mondial vont revendiquer le même jour pour défendre leurs intérêts, c'est une première!

Comme nous l'avons décidé à notre CR du mois de juin, des rassemblements auront lieu dans nos départements, en ce qui concerne le CR, nous tiendrons une initiative régionale en Andorre dans le cadre du comité directeur du CSI PYREMED.

Le prolongement de cette journée va se décliner par des actions professionnelles, dans la métallurgie, le verre etc..., et par une journée interprofessionnelle le 16 octobre à l'appel des confédérations de retraités pour la défense du pouvoir d'achat.

**Dans ce climat revendicatif en effervescence nous devons réfléchir comment créer les conditions d'un développement plus important des luttes solidaires, les faire converger pour favoriser un rapport de force plus grand qui gagne des conquêtes sociales !**

**Comment le Comité régional, dans le cadre de ses missions peut-il contribuer à élever la mobilisation d'autant que les enjeux économiques et sociaux sont importants en Midi-Pyrénées.**

**N'avons-nous pas des difficultés à élaborer et à faire vivre des projets revendicatifs en territoire, là où vivent et travaillent les salariés ?**

Pourtant la situation des salariés et de l'emploi en Midi-Pyrénées en cette rentrée est préoccupant; en effet :

- dans l'aéronautique la mise en œuvre Power8 se poursuit avec la suppression

# La rentrée de la CGT

## Gagner le vote CGT

des emplois contesté par le personnel qui était en grève la semaine dernière en occupant les pistes.

- Les restructurations se poursuivent dans l'aéronautique avec le rachat de la Socata 1 200 salariés par DAHER et les inquiétudes pour l'emploi et le devenir de ce secteur dans les Hautes-Pyrénées,
- Dans l'Ariège (j'y reviendrai) la fermeture des Papeteries Ledar est maintenant une réalité avec 110 emplois à la clé.

**Pour gagner PLUS...**

**...Il faut se syndiquer PLUS...**

**...et lutter PLUS**



# Réindustrialiser les territoires

## Quelle démarche revendicative régionale devons-nous construire ?

La semaine dernière au CESR la Banque de France était auditionnée sur la conjoncture et la croissance économique de 2006 et 2007. Si l'année 2007 a été stable pour l'économie régionale par contre il n'y a pas eu une politique d'embauche.

Selon les prévisions des chefs d'entreprises, la croissance sera inférieure à celle de l'année précédente, pour cause les entreprises ont des stocks supérieurs aux carnets de commandes.

Pour ce qui concerne la projection de la croissance économique pour l'année 2010, La Banque de France nous a alerté dans un langage prudent, qu'il serait possible que les prévisions économique soient à la baisse.

Elle s'appuie sur la stratégie du groupe EADS notamment, avec le plan POWER 8 qui aura des conséquences dramatiques pour l'économie et le social.

De plus, ils n'ont aucune garantie que le groupe continue à investir à Toulouse ; D'où une crainte de délocalisation vers l'étranger, en sachant comme je l'ai évoqué, qu'Airbus prend une place importante dans l'économie régionale.

D'où la nécessité pour la CGT de créer les conditions pour réindustrialiser les territoires en lien avec les services publics.

**Dans ce contexte où l'emploi est au cœur des préoccupations des salariés de Midi-Pyrénées, quelle démarche revendicative régionale devons-nous construire !**

Partant du constat que nous sommes souvent sur la défensive (que ce soit sur des plans sociaux, etc..), ne doit-on pas construire une démarche syndicale à partir des

propositions émanant d'un travail collectif (CGT, salariés).

Cela nous permet de percevoir que la dimension territoriale et indispensable pour construire ce rapport de force et lorsque un maillage territorial est réalisé, des résultats positifs sont au rendez vous.

Notre région n'échappe pas à la règle de la politique capitaliste ultra libérale, qui conduit à une perte de notre économie dans nos territoires, les premières victimes sont les salariés.

La question centrale est bien l'emploi, il détermine un projet de société.

Soit on développe une politique économique et sociale en région répondant ainsi aux besoins des salariés et des populations, soit c'est la poursuite de ce qui se passe aujourd'hui, une politique au service des actionnaires, avec comme conséquence la casse des services publics et la perte de notre industrie, accompagnée par les politiques publiques et c'est une région qui se fragilise économiquement et socialement.

Pour cela, nous devons connaître avec précision, le salariat dans notre région, quelle nature ? Où il se concentre ?

Partir de ce diagnostic va nous permettre d'avoir une vision plus précise de nos atouts et de nos forces sur les bassins d'emplois.

Comme nous l'avons évoqué lors de notre conférence régionale, notre région a des atouts par la diversité de ses ressources industrielles, notre ambition c'est de faire prendre conscience aux salariés que d'autres choix sont possible.



# Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées

L'emploi autour de projets revendicatifs en territoire

Aujourd'hui, force est de constater, que nous sommes dans nos territoires en résistance et nous avons du mal à mobiliser l'ensemble du salariat pour imposer des choix, répondant aux aspirations des salariés et des populations.

Le secrétariat, à partir des décisions validées par la conférence régionale, en s'appuyant sur les groupes de travail régionaux et surtout sur les luttes, vous fait la proposition de décider d'une campagne régionale sur l'emploi autour de projets revendicatifs en territoire.

C'est peut être ambitieux, mais n'est ce pas cette démarche territoriale à travailler et ce à partir des bassins d'emplois ?

Je pense que par cette construction, on gagnera le plus grand nombre de salariés dans l'action et nous pourrons conserver et gagner de l'emploi.

Cette proposition pour qu'elle soit dynamisée, il lui faut un slogan qui permette de sensibiliser les salariés, un exemple :

"Vivre et travailler partout en Midi Pyrénées", je vous demande d'y réfléchir.

Comme vous avez pu le remarquer l'emploi salarié dans notre région se concentre dans le pôle Toulousain et représente 53 % des emplois régionaux.

L'industrie aéronautique par son activité engendre de la mono industrie, ceci ne peut nous satisfaire pour notre économie, même s'il elle développe de l'emploi sur des territoires par le biais de la sous traitance, il y a un risque.

Pour avoir une région équilibrée, il faut développer la diversité industrielle. Nous avons des exemples en la matière, quand



un territoire y était essentiellement basé sur la mono industrie, et qui par des décisions politiques, celle-ci disparaît, comme le charbon, le textile, les papeteries, le Giat, Valeo, certaines villes perdent de l'emploi salariés dans l'industrie et inéluctablement en découle des fermetures de services publics.

Moins de services publics égalent moins d'activités économiques, moins d'emplois, ou bien moins d'emplois, moins d'activité économique et moins de services publics, c'est un cercle vicieux.

**D'où la nécessité de travailler autour de l'emploi et de porter la campagne revendicative sur le thème "vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées".**

**Nous vous proposons de travailler par bassin d'emploi pour élaborer, avec les salariés des projets revendicatifs en territoire sur la thématique de l'emploi qui conditionne toute notre vie.**

Je m'explique quand nous parlons emploi, c'est aussi parler de l'école, de la formation

professionnelle, des salaires, des services publics, de l'industrie, des transports, du logement, des infrastructures routières et ferroviaires, de la culture et du sport etc.

L'emploi structure la société comme je l'ai dit précédemment, c'est l'aménageur du territoire, il doit être un vecteur commun aux salariés, aux retraités aux privés d'emploi et aux populations. Est ce aujourd'hui le cas ? Je ne le pense pas.

Il me semble quand nous défendons un hôpital ou un bureau de poste, nous avons une explication claire (parfois trop idéologique peut être) et pourtant nous avons du mal à mobiliser massivement dans et hors de la CGT.

Ce débat, nous l'avons eu le 29 août à Figeac lors du rendez vous des luttes organisées par la Coordination régionale de santé et le Comité régional, je tiens à vous préciser que plus de 50 camarades étaient présents, je trouve cela très bien surtout dans la période de fin de vacances, toujours difficile de relancer l'activité syndicale.

# Renforcer l'organisation

Pour gagner plus, il faut se syndiquer plus et lutter plus



A l'issue de la réunion, il a été décidé d'organiser des débats publics dans les territoires (mercredi à saint Giron ils ont tenu une première réunion publique), avec les salariés, retraités et la population, pour qu'ensemble nous engageons la riposte contre le projet gouvernemental " santé hôpital patient territoire " et ainsi faire vivre nos propositions pour créer le rapport de force nécessaire.

Il me semble que nous devons partir d'un diagnostic territorial démontrant les conséquences, pour un bassin d'emploi la fermeture d'un hôpital public sur l'ensemble de la population.

(...) Cette démarche les hospitaliers du CHS d'Auch ont été en capacité de la mettre en œuvre. Je pense que grâce à cette pratique de sensibilisation auprès des salariés qui a été mis en œuvre, et d'avoir fait le

lien service public et territoire, cela a permis de créer le rapport de force et de gagner la création de 10 emplois.

(...) Cette proposition de construire en territoire les revendications en liens avec les salariés, impacte notre façon de travailler, cela demande un travail croisé entre les structures territoriales et professionnelles.

Je suis convaincu que si dans un territoire on construit ensemble dans toute la CGT les revendications et ainsi les faire vivre auprès de nos adhérents, la population, les salariés verront l'utilité du syndicalisme pour leur vécu au quotidien.

**Travailler les revendications dans un territoire ou un bassin d'emploi, ne demande pas un travail supplémentaire dans notre activité, c'est travailler autrement. Je pense que c'est notre ambition partir de ce qu'aspirent les salariés et le formuler en revendications.**

(...) Nous pourrions :

- Etablir des portraits de territoires par zones d'emploi nous en avons 18, et le décliner par bassin d'emplois.
- Pour coordonner le travail profession/organisation territoriale et le CR, proposer un animateur par bassin d'emploi pour animer et élaborer des plans de travail, faire le suivi des évolutions des objectifs et pointer les actions entreprises.
- Je pense que pour être efficace, nous pourrions décider à un premier temps

de réunir les animateurs d'ici la fin de l'année.

- Pour donner plus de force aux initiatives, il me semble que nous pourrions nous appuyer sur un ou plusieurs supports de communication (4 pages, journaux etc.)

Bien entendu, ces propositions sont étroitement liées avec le renforcement de notre organisation, c'est une question essentielle dans la construction du rapport de force afin de peser sur les choix et les enjeux régionaux.

Aujourd'hui nous constatons, que nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour faire vivre et imposer nos propositions, l'année 2006 nous étions 33 466 adhérents sur notre région.

(...) Pour le meeting régional, nous ferons un rendez vous sur la syndicalisation, plusieurs panneaux seront installés à l'entrée de la salle, un point sera fait sur les adhésions depuis le 1er septembre 2008. Les syndicats inscriront les adhésions sur un panneau.

Nous pourrions annoncer les adhésions réalisées à la fin du meeting pour donner une dynamique. (...)



## Rencontre avec...

Je m'appelle **Philippe QUEULIN** et je suis né en 1959 à la veille du 1<sup>er</sup> mai. J'ai adhéré à la CGT en janvier 1981 quelques mois après mon embauche à



Thomson en région parisienne. L'un de mes premiers actes de syndiqué a été de diffuser la vignette de souscription pour la construction de notre maison à Montreuil, ainsi que les tracts CGT à la veille de l'élection de F. Mitterand aux Présidentielles, après 40 ans de gouvernement de droite. Cette période a marqué la vie du jeune militant que j'étais, cela d'autant plus que la politique n'était pas dans le champ de mes préoccupations. C'est à cette époque que mes parents m'ont appris que mon grand-père était communiste et CGTiste, son engagement dans la résistance ; à la maison on ne parlait pas ou très peu de syndicat ou de politique, en tout cas pas en présence des enfants. Ainsi rien dans mon vécu n'a, me semble-t-il, prédéterminer mon engagement à la CGT et plus tard au PCF. En 1982, l'entreprise s'est délocalisée à Toulouse, j'ai suivi au CE le reclassement des derniers salariés en région parisienne. Ce fut une expérience particulièrement difficile pour un jeune militant encore peu expérimenté. En novembre 1984, je me suis installé à Toulouse, dans une région que je ne connaissais pas. Devenu secrétaire du syndicat en 1987, après une vague de suppressions d'emploi, je me suis efforcé de reconstruire le syndicat en privilégiant le lien avec chaque adhérent. J'ai passé beaucoup de temps à débattre avec les collègues, en cherchant l'adhésion des ingénieurs en particulier. En 1996, je suis devenu secrétaire général de l'USTM de la Haute-Garonne jusqu'en 2006. Durant ces neuf années j'ai pris toute la dimension et l'importance de l'activité CGT dans les territoires avec l'interpro et en particulier le Comité Régional. Il m'est impossible d'évoquer cette responsabilité sans penser à Gérard Verrier, animateur régional de la métallurgie, à son aide et à son soutien indéfectible, qu'il en soit encore remercié ici. L'activité au CESR est pour moi une autre forme de militantisme qui participe à déterminer ce que peut être l'avenir

*Depuis maintenant 3 ans le Cesr de Midi-Pyrénées rend un avis sur la conjoncture économique et sociale régionale. Il sera voté lors de la plénière du mois de novembre.*

Le groupe CGT au Cesr alertait déjà l'année dernière sur les dangers que la course effrénée aux profits faisait courir à l'économie régionale. L'accélération de la crise financière qui n'est, rappelons le, que le révélateur d'une crise économique beaucoup plus profonde doublée d'une crise énergétique, aggrave encore la situation. D'ores et déjà les informations collectées auprès des organismes auditionnés par le Cesr (Banque de France, INSEE, ASSEDIC, DRASS, DIREN) confirment et précisent l'analyse de la CGT sur la situation économique et sociale de Midi-Pyrénées.

### LES PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE 2008 :

- L'activité soutenue au cours de l'année 2007 connaît un retournement en 2008.
- On constate un ralentissement brutal de l'activité industrielle : baisse de la demande, hausse des stocks, sous utilisation des capacités de production.
- Midi-Pyrénées subit le contexte international, malgré une situation moins défavorable pour le secteur aéronautique. La

des salariés et des populations dans le territoire. L'activité au CESR est un lieu de mise en œuvre de la démarche CGT : Rassembler, toutes les composantes du second collège ; Proposer, à partir de la réflexion des syndicats ; Négocier, émettre des avis qui puissent véritablement peser ; Agir, avec les organisations professionnelles et territoriales de la CGT.

# Actualité de l'activité CGT



dépendance de l'économie régionale à ce secteur est d'autant plus inquiétante.

- Le secteur de la construction est en grande difficulté : ralentissement de la construction de logements neufs et de la réhabilitation. Cette situation risque de s'aggraver avec le recours plus difficile à l'emprunt.
- Une situation de l'emploi en nette dégradation : après une stagnation au cours du dernier trimestre 2007, et des premiers trimestres 2008, le chômage repart à la hausse en août 2008. Cette augmentation affectant plus particulièrement les seniors est particulièrement marquée en Aveyron, dans le Lot, dans le Gers et en Haute-Garonne.
- La région est fortement touchée par la précarité, particulièrement sur l'Ariège et le Tarn et Garonne. 334 000 personnes vivent en région en dessous du seuil de pauvreté.

# Conjoncture 2008



Quelques données chiffrées marquantes

## LA PRÉCARITÉ EN MIDI-PYRÉNÉES :

Avec une personne sur huit vivant sous le seuil de pauvreté, Midi-Pyrénées est particulièrement concernée par la pauvreté, L'Ariège et le Tarn-et-Garonne figurent parmi les 20 départements de France les plus touchés. Les familles monoparentales et les personnes seules, notamment les personnes âgées vivant en milieu rural, sont les plus vulnérables.

Allocataires et population à bas revenus (Sources : Caf, MSA)			
	Allocataires	Population couverte	moins de 65 ans (%)
<b>Bas revenus à 60 % en 2005 (829€)</b>			
09	10 548	24 363	21,5
12	14 774	36 341	17,7
31	74 132	153 704	15,5
32	9 887	24 020	17,6
46	10 344	23 809	18,8
65	14 133	30 650	17,1
81	23 351	55 424	19,7
82	15 897	39 951	22,7
<b>MP</b>	<b>173 066</b>	<b>388 262</b>	<b>17,6</b>
<b>Bas revenus à 60 % en 2006 (845€)</b>			
09	10 660	24 236	21,3
12	14 663	35 770	17,4
31	72 390	150 094	14,9
32	9 772	23 653	17,3
46	10 048	22 967	18,0
65	13 943	30 077	16,7
81	23 446	55 193	19,4
82	15 759	39 243	22,1
<b>MP</b>	<b>170 681</b>	<b>381 233</b>	<b>17,1</b>

## UNE ÉVOLUTION DÉFAVORABLE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE COMBINÉE A UNE BAISSÉ DE LA DEMANDE EN MIDI-PYRÉNÉES :

La production diminue en volume et le niveau des stocks se rapproche du niveau des carnets de commande. (graphiques)

## EVOLUTION DES DEMANDES D'EMPLOI EN AOÛT 2008 :

Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie 1 augmente de +1,1 % sur un mois (+ 2,2 % en France métropolitaine). Les départements en hausse sont le Tarn et Garonne (+1,1 %), l'Aveyron (+1,4 %), la Haute-Garonne (+1,7 %), le Gers (+2,5 %) et le Lot (+2,7 %). Les Hautes-

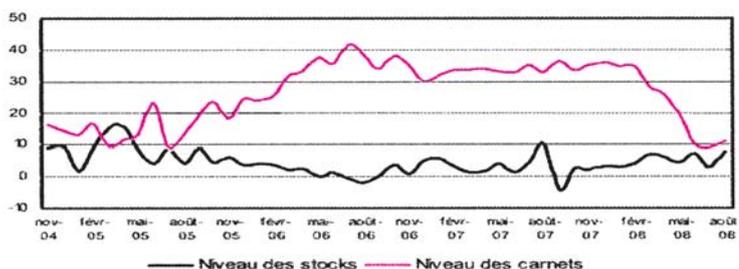
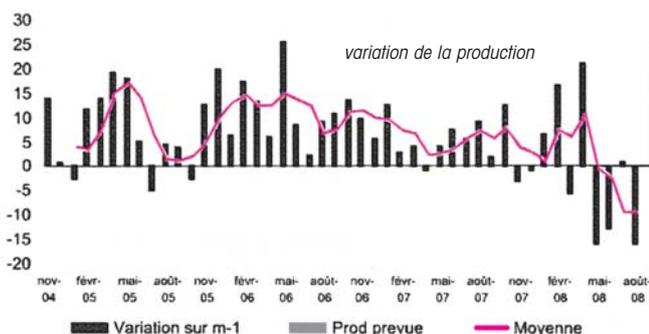
Pyrénées et le Tarn enregistrent une légère baisse et l'Ariège une baisse plus nette (- 1,5 %) mais qui fait suite à une hausse sensible au second trimestre.

Fin août 2008, Midi-Pyrénées compte en données brutes, 83 464 demandeurs d'emploi de catégorie 1 en hausse sur un an de +2,1 % (- 1,1 % au plan national). Exceptée pour la Haute-Garonne (- 0,1 %), l'évolution annuelle départementale varie sur 12 mois entre +2 % et + 9,7 %.

La progression est plus nette chez les seniors (+5,8 %) et chez les hommes (+3 % contre 1,2 % pour les femmes).

Les offres d'emploi déposées au mois d'août sont en diminution de 1,3 % août 2007.

Les offres de 1 à 6 mois augmentent de 3,8 % (-3,5 % pour les offres d'emploi de 6 mois et plus).





# Santé

## Action sociale

### Initiatives de luttes

Réunir des militants pour échanger sur les restructurations en cours et les luttes qui s'organisent dans tout notre champ est une première. Cette journée organisée par le Comité Régional et la coordination santé et action sociale répond à un besoin de mieux fédérer et impulser nos luttes.

Cette initiative qui a eu lieu le 29 août 2008 à Figeac a bien été prise en compte par nos syndicats, puisqu'une cinquantaine de militants de la région Midi-Pyrénées (pro et interpro) y ont participé.

Les témoignages sur l'état des lieux confirment que partout la logique de démantèlement du service public est en œuvre.

Sans s'arrêter au seul constat, l'échange autour des situations locales a permis à chacun de se rendre compte des différences dans la construction de la mobilisation. De nombreuses luttes ont été au RDV cet été : à Figeac contre la fermeture de la maternité, à Foix et à Auch pour des effectifs supplémentaires, au CHU

contre la dégradation des conditions de travail et le passage en 12 h 00... et certaines se sont révélées gagnantes!

Partager sur nos expériences militantes constitue un enrichissement, les actions engagées par certains sont autant d'exemples qui permettront à d'autres de s'en emparer pour impulser la mobilisation.

Réfléchir ensemble sur nos difficultés c'est déjà se projeter dans l'élaboration de réponses communes pour y remédier.

Le constat partagé sur la difficulté à mobiliser les salariés, doit nous interroger sur notre démarche. Il y a parfois, un décalage entre notre désir de militant d'un mouvement fort et la mobilisation réelle des salariés.

Nous sommes dans une période décisive et un travail de grande ampleur est à mener. Dans ce contexte, il incombe à notre organisation d'engager la bataille sur tous les fronts, de faire connaître nos propositions, de convaincre les salariés et les usagers de la

nécessité de la lutte.

Nous avons donc décidé de travailler à un plan coordonné d'actions pour être à l'offensive et ne pas se laisser piéger par une stratégie de division entre les établissements les territoires.

Nous proposons d'organiser dans l'ensemble des territoires des débats publics (les plus larges possibles) portés par le champ professionnel et l'interprofessionnel. L'objectif étant d'avancer et de partager sur nos propositions pour que la population s'en empare.

En ciblant à minima les territoires où des luttes existent déjà, des dates sont déjà retenues : St Girons le 23 septembre 2008, Lavelanet le 30 septembre 2008, Tarascon le 7 octobre 2008, Foix le 13 octobre 2008, Figeac le 15 octobre 2008... Castelmoissac, Lavaur...

Nous travaillerons également, à l'élaboration de projets d'établissement CGT véritable plateforme revendicative à opposer aux projets d'établissements que nos directions entendent nous imposer.

## Victoire pour Juliette et la CGT, Leclerc condamné

***Dans l'affaire qui opposait Juliette au Leclerc d'Auch, la Cour d'Appel a prononcé le 9 septembre 2008 la nullité du licenciement, rejetant ainsi le recours de la direction et a confirmé, comme en première instance devant les prud'hommes, sa réintégration à son poste.***

Elle condamne l'employeur à payer les salaires couverts par la période de licenciement

ment jusqu'au 30 juin (soit 24 994,34 euros), de plus, Leclerc devra payer tous les mois de salaire (1 095,20 euros) à partir du 1<sup>er</sup> juillet jusqu'à sa réintégration.

En effet, depuis près de 3 ans, Juliette s'estimait victime de son engagement syndical. La cour a reconnu qu'il y avait eu violation des droits syndicaux puisqu'elle a estimé que la cause du licenciement était justement l'appartenance à la CGT et a considéré que

c'est une atteinte aux droits fondamentaux. C'est une victoire pour la reconnaissance du fait syndical dans cette enseigne où la répression auprès des salariés élus et mandatés est insupportable.

Bien qu'il y ait la possibilité pour l'entreprise de se pourvoir en cassation, la CGT considère que c'est une victoire pour l'expression du syndicalisme dans cette enseigne. Et cela, Leclerc devra désormais en tenir compte.

## IRT

# Bilan 2003-2007



## La formation universitaire des militant-es en plein essor

Lors d'un bilan d'étape de l'Institut régional du travail, Martine Bernard soulignait la conviction avec laquelle la CGT Midi-Pyrénées avait participé à la création de cet institut en 2003. Nous voici en 2008 et cinq ans d'activité confirment l'intérêt pour l'organisation syndicale et pour les militant-es d'organiser des formations qui répondent aux problématiques syndicales par des apports de connaissances universitaires et des échanges autour de points de vue diversifiés.

Pour mémoire, l'IRT de Midi-Pyrénées s'intègre dans la politique innovante de l'Université ouverte et de la formation tout au long de la vie. Il poursuit un double objectif de promotion individuelle et collective et de changement social. Ses missions principales sont :

- D'assurer la formations universitaire des militant-es syndicaux en intégrant les spécificités territoriales
- De développer des recherches action sur des questions d'intérêt syndical

- De répondre à la demande des militant-es de reconnaissance de leurs compétences et de les accompagner dans leurs démarches de validation des acquis de l'expérience

Globalement, si l'on se base sur le nombre de jours stagiaires pour les trois organisations syndicales CGT, CFDT, FO, l'activité de formation, cœur de métier de l'IRT, a progressé de 32% entre 2004 ( première année de plein exercice) et 2007. Elle prend sa vitesse de croisière autour d'un total annuel de :

- 24 sessions (8 par organisation)
- 54 jours de formation
- 600 jours stagiaires

Les formations des militant-es de la CGT se distinguent par leur forte progression : + 171% entre 2004 et 2007 avec des variations selon les années (+ 100% entre 2004 et 2005, + 5% entre 2005 et 2006 et + 27, 9% entre 2006 et 2007).

Elles se distinguent aussi par la diversité des thématiques proposées (santé travail,

égalité, représentativité, dialogue social territorial, validation des acquis de l'expérience, formation professionnelle, conseiller du salarié...) et par la pluralité de disciplines universitaires (sociologie, sciences de l'éducation, droit, droit social, psychologie sociale, économie, géographie, psychologie, histoire, science politique, science de la communication, psychologie du travail).

Depuis 2003, ces formations ont mobilisé :

- 50 universitaires de Midi-Pyrénées et d'universités d'autres régions
- 35 représentants d'institutions régionales
- 35 experts syndicaux au plan régional et national

La formation de l'IRT est ainsi une réussite collective. Le calendrier des formations 2009, validé par le Comité régional, vise à relever le défi de répondre toujours mieux au besoin d'efficacité de l'action militante de la CGT.

	2003				2004				2005				2006				2007						
	Nbre de session	Nbre de jour	Nbre de stage	Nbre jours stagr	Nbre de session	Nbre de jour	Nbre de stage	Nbre jours stagr	Nbre de session	Nbre de jour	Nbre de stage	% de femmes	Nbre jours stagr	Nbre de session	Nbre de jour	Nbre de stage	% de femmes	Nbre jours stagr					
CFDT	1	2	13	26	3	12	35	119	4	10	48	10 (20,8%)	96	5	10	49	19 (38,7%)	101	7	9	94	30 (31,9%)	144
CGT	1	2	16	64	3	8	30	81	6	12	98	29 (29,5%)	163	5	21	74	24 (32,4%)	172	6	14	91	35 (35%)	220
CGT-FO	1	4	14	28	3	9	44	132	8	18	176	51 (28,9%)	331	6	16	58	29 (50%)	164	7	15	148	47 (31,7%)	246
Sessions intersyndicales														4	8	47	23	106					
Entretiens intersyndicaux					2	2	136	136	2	3	36	18	67										
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>43</b>	<b>118</b>	<b>11</b>	<b>31</b>	<b>245</b>	<b>468</b>	<b>20</b>	<b>43</b>	<b>358</b>	<b>108</b>	<b>657</b>	<b>20</b>	<b>55</b>	<b>228</b>	<b>95</b>	<b>543</b>	<b>21</b>	<b>39</b>	<b>341</b>	<b>115</b>	<b>618</b>



